

SÉNAT

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1976-1977

Annexe au procès-verbal de la séance du 4 novembre 1976.

RAPPORT

FAIT

au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées (1), sur le projet de loi relatif à l'application de la Convention sur la délivrance de brevets européens faite à Munich le 5 octobre 1973,

Par M. Charles BOSSON,

Sénateur.

(1) Cette commission est composée de : MM. André Colin, président ; Jacques Ménard, Antoine Andrieux, Georges Repiquet, Auguste Pinton, vice-présidents ; Jacques Genton, Serge Boucheny, Pierre Giraud, Francis Palmero, secrétaires ; Mme Jamine Alexandre-Debray, MM. Maurice Bayrou, Gilbert Belin, Jean Bénard Mousseaux, Eugène Bonnet, Charles Bosson, Jacques Boyer-Andrivet, Louis Brives, Gilbert Devèze, Emile Didier, Lucien Gautier, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Edouard Grangier, Raymond Guyot, René Jager, Michel Kauffmann, Armand Kientzi, Louis Le Montagner, Ladislas du Luart, Louis Martin, Michel Maurice-Bokanowski, Claude Mont, André Morice, Paul d'Ornano, Dominique Pado, Henri Parisot, Jean Périquier, Edgard Pisani, Roger Poudonson, Jacques Sanglier, Abel Sempé, Edouard Soldani, Jean-Louis Vigier, Emile Vivier, Joseph Voyant, Michel Yver.

Voir les numéros :

Sénat : 433 (1975-1976).

Traités et Conventions. — Brevets - C.E.E. - Institut national de la propriété industrielle - Propriété industrielle.

Mesdames, Messieurs,

Le projet de loi qui nous est soumis concerne l'application de la Convention sur la délivrance des brevets européens. On sait que la Convention de Munich institue une procédure uniforme de délivrance de brevets commune à tous les Etats contractants mais que, après cette délivrance, le brevet européen reste soumis au droit national des Etats pour lesquels il a été délivré.

La Convention apporte cependant des restrictions à ce principe et définit certaines règles qui s'imposent aux droits nationaux.

Le projet de loi qui nous est soumis a donc pour objet de rendre notre droit national conforme à ces règles. Il convient toutefois de noter que la plupart des dispositions internes ainsi envisagées deviendront caduques le jour où entrera en vigueur la Convention sur le brevet communautaire, signé à Luxembourg le 15 décembre 1975, puisque cette dernière institue un droit unitaire pour les brevets européens après leur délivrance.

L'entrée en vigueur de la Convention de Munich est donc soumise à la mise en œuvre, soit en droit interne, soit par la voie de l'Accord de Luxembourg, des réformes nécessaires à son application.

Les articles premier à trois ont trait aux questions de langue, par référence à l'article 65 du traité qui permet aux Etats contractants d'exiger une traduction du brevet européen délivré, ou maintenu après opposition, lorsque son texte n'est pas établi dans la langue officielle de l'Etat en cause. Dans ce cas, le titulaire du brevet doit fournir à l'Institut national de la propriété industrielle une traduction de ce texte, faute de quoi le brevet est sans effet.

L'article 2 précise, en conformité avec l'article 67, paragraphe 3 du Traité, que si la publication a été faite dans une langue autre que le français, les droits définis par la loi française du 2 janvier 1968 ne peuvent être exercés qu'à compter de la date à laquelle une traduction en français des revendications a été publiée par l'Institut national de la propriété industrielle.

Lorsqu'une traduction en langue française a été produite dans les conditions ainsi fixées, elle est considérée comme faisant foi si la demande de brevet européen offre dans le texte une protection moins étendue que celle conférée dans la langue dans laquelle la demande a été déposée. Toutefois, une traduction révisée peut être produite à tout moment par le titulaire de la demande du brevet (art. 3).

Il y a lieu de souligner l'importance de ces stipulations concernant l'obligation de traduction, tant pour le maintien d'une littérature industrielle en langue française que pour la diffusion de ces brevets au profit de l'ensemble de l'industrie nationale, notamment de la petite et moyenne entreprise.

En vertu de l'article 5, toute demande de brevet européen doit être déposée auprès de l'Institut national de la propriété industrielle lorsque le déposant a son domicile ou son siège en France, cela afin de permettre au Ministre chargé de la Défense nationale de prendre connaissance auprès de l'Institut, à titre strictement confidentiel, des demandes de brevets européens déposées à cet institut. Il s'agit là d'une disposition similaire à celle contenue dans le projet de loi sur l'application du Traité de Washington.

Les articles 7 à 9 prévoient les conditions de divulgation et les autorisations nécessaires à cet effet : l'autorisation de publication est acquise de plein droit au terme d'un délai de quatre mois ou, lorsqu'une priorité a été revendiquée, au terme d'un délai de quatorze mois, sauf prorogation d'interdiction prononcée sur réquisition du Ministre chargé de la Défense nationale pour une durée d'un an renouvelable.

L'article 9 prévoit les peines applicables en cas d'infraction à ces dispositions.

L'article 10 règle l'application des articles 135 à 137 de la convention concernant la transformation de la demande de brevet européen en demande de brevet national.

L'article 11 fixe limitativement les causes de nullité du brevet européen par référence aux motifs visés à l'article 138, paragraphe I, de la Convention du Munich.

L'article 12 prévoit le cas où un brevet français couvre une invention pour laquelle un brevet européen a été délivré au même inventeur. En ce cas, le brevet français cesse de produire ses

effets, soit à la date à laquelle le délai de l'opposition est expiré, soit à la date à laquelle la procédure d'opposition est close, le brevet européen ayant été maintenu.

L'article 13 fixe la compétence des tribunaux français chargés de constater que le brevet français cesse de produire ses effets dans les cas prévus à l'article 12.

L'article 14 dispose que les droits internes à la demande ou au brevet français, d'une part, au brevet européen, d'autre part, ne peuvent à peine de nullité de l'acte être transmis ou modifiés indépendamment les uns des autres.

L'article 15 prévoit les conditions d'intervention du tribunal en cas d'action en contrefaçon d'un brevet européen qui couvre la même invention qu'un brevet européen.

L'article 16 rend la loi applicable dans les Territoires d'Outre-Mer.

Enfin, l'article 17 renvoie à un décret en Conseil d'Etat les modalités d'application de la loi qui entrera en vigueur en même temps que la Convention de Munich prendra effet à l'égard de la France.

Les dispositions de ce projet de loi qui ont pour objet d'adapter notre législation interne aux règles instituées par la Convention de Munich n'appellent pas d'observations particulières de la part de votre rapporteur qui vous invite, au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces Armées, à adopter le projet de loi qui nous est soumis.

PROJET DE LOI

(Texte présenté par le Gouvernement.)

Article premier.

Lorsque le texte dans lequel l'Office européen des brevets créé par la Convention faite à Munich le 5 octobre 1973 délivre un brevet européen ou maintient un tel brevet sous une forme modifiée, n'est pas rédigé en français, le titulaire du brevet doit fournir à l'Institut national de la propriété industrielle une traduction de ce texte dans les conditions et délais déterminés par le décret prévu à l'article 17 de la présente loi. Faute de satisfaire à cette obligation, le brevet est sans effet.

Art. 2.

Les droits définis aux articles 29 à 31, 55 et 56 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 peuvent être exercés à compter de la date à laquelle une demande de brevet européen est publiée conformément aux dispositions de l'article 93 de la Convention faite à Munich le 5 octobre 1973.

Si la publication a été faite dans une langue autre que le français, les droits mentionnés à l'alinéa précédent ne peuvent être exercés qu'à compter de la date à laquelle une traduction en français des revendications a été publiée par l'Institut national de la propriété industrielle, sur réquisition du demandeur, dans les conditions fixées par le décret prévu à l'article 17 ci-dessous, ou a été notifiée au contrefacteur présumé.

Art. 3.

Lorsqu'une traduction en langue française a été produite dans les conditions prévues à l'article 1^{er}, ou au second alinéa de l'article 2 de la présente loi, cette traduction est considérée comme faisant foi si la demande de brevet européen ou le brevet européen confère dans le texte de la traduction une protection moins étendue que celle qui est conférée par ladite demande ou par ledit brevet dans la langue dans laquelle la demande a été déposée.

Toutefois une traduction révisée peut être produite à tout moment par le titulaire de la demande ou du brevet. Cette traduction ne prend cependant effet que lorsque les conditions prévues à l'article premier ou au second alinéa de l'article 2, ont été remplies.

Toute personne qui a, de bonne foi, commencé à exploiter une invention ou a fait des préparatifs effectifs et sérieux à cette fin, sans que cette exploitation constitue une contrefaçon de la demande ou du brevet dans le texte de la traduction initiale, peut, dès que la traduction révisée a pris effet, poursuivre à titre gratuit son exploitation dans son entreprise ou pour les besoins de celle-ci.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, la langue de la procédure fait foi dans les actions en nullité.

Art. 4.

L'inscription au Registre européen des brevets des actes transmettant ou modifiant les droits attachés à une demande de brevet européen ou à un brevet européen rend ces actes opposables aux tiers.

Art. 5.

Toute demande de brevet européen peut être déposée auprès de l'Institut national de la propriété industrielle.

La demande doit être déposée auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, lorsque le déposant a son domicile ou son siège en France et qu'il ne revendique pas la priorité d'un dépôt antérieur en France.

Art. 6.

Le Ministre chargé de la Défense nationale est habilité à prendre connaissance auprès de l'Institut national de la propriété industrielle, à titre strictement confidentiel, des demandes de brevet européen déposées à cet institut.

Art. 7.

Les inventions faisant l'objet de demandes de brevet européen déposées à l'Institut national de la propriété industrielle ne peuvent être divulguées et exploitées librement aussi longtemps qu'une autorisation n'a pas été accordée à cet effet.

Pendant cette période, les demandes ne peuvent être rendues publiques ; aucune copie conforme ne peut être délivrée, sauf autorisation.

Les autorisations prévues aux premier et deuxième alinéas du présent article sont accordées par le Ministre chargé de la propriété industrielle sur avis du Ministre chargé de la Défense nationale.

L'autorisation prévue au premier alinéa peut être accordée à tout moment. Sous réserve des dispositions du premier alinéa de l'article 8, elle est acquise de plein droit au terme d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande ou, lorsqu'une priorité a été revendiquée, au terme d'un délai de quatorze mois à compter de la date de priorité.

Art. 8.

Avant le terme de l'un ou l'autre des délais mentionnés au dernier alinéa de l'article 7, les interdictions prévues audit article peuvent être prorogées, sur réquisition du Ministre chargé de la Défense nationale, pour une durée d'un an renouvelable. Dans ce cas, la demande n'est pas transmise à l'Office européen des brevets. Les interdictions prorogées peuvent être levées à tout moment.

Dans le cas de prorogation des interdictions les dispositions du second alinéa de l'article 26 et de l'article 27 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 sont applicables.

Art. 9.

Sans préjudice, s'il échet, des peines plus graves prévues en matière d'atteinte à la sûreté de l'Etat, quiconque aura sciemment enfreint l'une des obligations ou interdictions prévues au second alinéa de l'article 5, à l'article 7 et au premier alinéa de l'article 8 de la présente loi sera puni d'une amende de 3 000 à 30 000 F. Si la violation a porté préjudice à la défense nationale, une peine d'emprisonnement d'un à cinq ans pourra en outre être prononcée.

Art. 10.

Une demande de brevet européen ne peut être transformée en demande de brevet français que dans les cas prévus à l'article 135-1 a de la Convention faite à Munich le 5 octobre 1973.

Dans ces cas et sous peine de rejet de sa demande de brevet français, le demandeur doit satisfaire aux conditions qui seront fixées par le décret prévu à l'article 17 de la présente loi.

Si un rapport de recherche a été établi avant transformation de la demande, ce rapport tient lieu du premier projet d'avis documentaire prévu à l'article 20 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968.

Art. 11.

La nullité du brevet européen est prononcée pour la France pour l'un quelconque des motifs visés à l'article 138 paragraphe 1 de la Convention faite à Munich le 5 octobre 1973.

Si les motifs de nullité n'affectent le brevet qu'en partie, la nullité est prononcée sous la forme d'une limitation des revendications, de la description ou des dessins.

Art. 12.

Dans la mesure où un brevet français couvre une invention pour laquelle un brevet européen a été délivré au même inventeur ou à son ayant cause avec la même date de dépôt ou de priorité, le brevet français cesse de produire ses effets soit à la date à laquelle le délai prévu pour la formation de l'opposition au brevet européen est expiré sans qu'une opposition ait été formée, soit à la date à laquelle la procédure d'opposition est close, le brevet européen ayant été maintenu.

Toutefois, lorsque le brevet français a été délivré à une date postérieure à l'une ou l'autre, selon le cas, de celles qui sont fixées à l'alinéa précédent, ce brevet ne produit pas d'effet.

L'extinction ou l'annulation ultérieure du brevet européen n'affecte pas les dispositions prévues au présent article.

Art. 13.

Les tribunaux de grande instance appelés à connaître des actions civiles intentées en application de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968, ainsi que les cours d'appel auxquelles ils sont rattachés, sont seuls compétents pour constater que le brevet français cesse de produire ses effets, en totalité ou en partie, dans les conditions prévues à l'article 12.

Art. 14.

Une demande de brevet français ou un brevet français et une demande de brevet européen ou un brevet européen ayant la même date de dépôt ou la même date de priorité, couvrant la même invention et appartenant au même inventeur ou à son ayant cause ne peuvent, pour les parties communes, faire l'objet indépendamment l'un de l'autre d'un transfert, gage, nantissement ou d'une concession de droits d'exploitation, à peine de nullité.

Par dérogation à l'article 46 de la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968, le transfert ou la modification des droits attachés à la demande de brevet français ou au brevet français n'est rendu opposable aux tiers par son inscription au registre national des brevets que dans la mesure où le même transfert ou la même modification des droits attachés à la demande de brevet européen ou au brevet européen a été inscrit au registre européen des brevets.

La demande de brevet français ou le brevet français et le droit de priorité pour le dépôt d'une demande de brevet européen ne peuvent être transférés indépendamment l'un de l'autre.

Art. 15.

Le tribunal saisi d'une action en contrefaçon d'un brevet français qui couvre la même invention qu'un brevet européen demandé par le même inventeur ou délivré à celui-ci ou à son ayant-cause avec la même date de priorité, surseoit à statuer jusqu'à la date à laquelle le brevet français cesse de produire ses effets aux termes de l'article 12 ou jusqu'à la date à laquelle la demande de brevet européen est rejetée, retirée ou réputée retirée, ou le brevet européen révoqué.

Si l'action en contrefaçon a été engagée sur la base du seul brevet français, le demandeur peut, à la reprise de l'instance, poursuivre celle-ci en substituant le brevet européen au brevet français pour les faits postérieurs à la date à laquelle le brevet français cesse de produire ses effets et pour les parties communes.

Si une action en contrefaçon est intentée sur la base à la fois d'un brevet français et d'un brevet européen, ni les sanctions pénales ni les réparations civiles ne peuvent se cumuler.

Si l'action a été intentée sur la base de l'un seulement des deux brevets, une nouvelle action sur la base de l'autre brevet, pour les mêmes faits, ne peut être engagée par le même demandeur à l'égard du même défendeur.

Art. 16.

Le présente loi est applicable dans les territoires d'outre-mer, ainsi que dans le département de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Art. 17.

Un décret en Conseil d'Etat détermine, notamment en ce qui concerne l'application des dispositions de l'article 137-2 de la Convention faite à Munich le 5 octobre 1973, les modalités d'application de la présente loi qui entrera en vigueur à la date à laquelle la Convention prendra effet à l'égard de la France.